

Le sport pour aider les détenues

PRISONS Un projet européen vise une meilleure réinsertion des femmes

On ne sort pas meilleur de prison. C'est ce que pensent nombre d'observateurs du milieu carcéral. Un projet européen, « Finding Education for Female Inmates », mené dans des établissements pénitentiaires pour femmes de huit pays européens (Allemagne, Belgique, Chypre, Finlande, France, Italie, Malte et Turquie), tend à apporter la preuve du contraire. En questionnant les détenues sur leurs besoins (lire les résultats chiffrés ci-contre) et en tenant compte de leurs attentes et de leurs aspirations pour mener des projets spécifiques, les initiateurs du projet FEFI ont cherché à développer une meilleure nouvelle approche pour réintégrer ces criminelles et délinquantes dans la société.

En demande de formation

La Belgique a fait le choix, sur la base des réponses fournies par 90 détenues et 25 membres du personnel, d'axer ses ateliers sur le renforcement de l'estime de soi à travers l'enseignement, la formation et le sport. Le projet belge, baptisé « Ladies on the move », a été mené durant deux à trois mois dans les prisons de Hasselt et de Bruges.

« Ce qui était apparu dans les réponses au questionnaire, c'est que beaucoup de détenues (NDLR : 7 sur 10) ont été confrontées à la violence en dehors de la prison. Mais aussi que ces femmes sont en demande de formation. En fait, ce qu'elles

veulent avant tout, c'est retrouver un peu de self esteem », développent Lieve Decaesstecker et Bart Vermeulen, respectivement directrice et directeur du quartier des femmes de la prison de Bruges et Hasselt. En effet, bien que le droit à l'enseignement soit identique pour tous les détenus, les femmes ont nettement moins de possibilités de formation que les détenus de sexe masculin.

L'enquête a enfin pointé un manque de soutien psychologique et une prise en charge au niveau toxicomanie. « Notre projet visait donc à les aider à rétablir une communication verbale, non violente. À leur apprendre à régler leurs conflits, à exprimer ce qu'elles ressentent et à leur redonner confiance en elles. »

Durant la période de test, une quinzaine de détenues ont donc pris part, en petits groupes, à des ateliers sur la gestion de l'agressivité et la communication assertive. En parallèle, elles ont suivi des cours de sport destinés à les aider à canaliser cette agressivité et à améliorer leur perception d'elles-mêmes. « Allier formation et sport était une manière de passer de la théorie à la pratique », poursuivent Lieve Decaesstecker et Bart Vermeulen. Une partie de chaque session était en outre consacrée à la réflexion individuelle et au coaching personnalisé.

Les sept autres pays participants au FEFI ont opté pour d'autres formes de projets en fonction des réponses apportées par les détenues sondées mais aussi de leur culture propre. La Turquie a par exemple développé un projet de fabrication de jouets artisanaux tandis que la Finlande a opté pour une forme de retraite silencieuse centrée sur le vécu de la personne.

Chez nous, les retours à propos du « Ladies on the move » ont été très positifs, assure-t-on au SPF Justice. Si bien que les deux directeurs de prison espèrent pouvoir obtenir de nouveaux subsides européens pour élargir le projet et en faire profiter davantage de détenues. ■

LUDIVINE PONCIAU

EN CHIFFRES

Un quart de non-diplômées

- 25 % des détenues n'ont aucun diplôme.
- 33 % des diplômées le sont de l'enseignement secondaire supérieur, 25 % ont une formation professionnelle.
- 54 % travaillaient au moment de leur incarcération, 15 % n'ont jamais travaillé de leur vie.
- 60 % des détenues sondées souhaitent plus de formations, 44 % plus de sport et 33 % un soutien psychologique.